



LIVRET A PARTICULIER

**Art. L.221-1 à L.221-9 et art. R. 221-1 à R. 221-7 du Code monétaire et financier, Décret n°2011-88
du 21 janvier 2011**

CONDITIONS GENERALES

SOMMAIRE

1 - Ouverture et détention du Livret A

- 1.1 - Conditions d'ouverture
- 1.2 - Conditions de détention
- 1.3 - Contrôles et justificatifs

2 - Fonctionnement du Livret A

- 2.1 - Versements
- 2.2 - Retraits
- 2.3 - Retraits par le mineur
- 2.4 - Relevé de compte
- 2.5 - Procuration
- 2.6 - Domiciliation de pensions ou autres prestations sociales sur le livret -
demande de restitution d'arrérage indus émanant de l'organisme payeur
- 2.7 - Rémunération
- 2.8 - Garantie de l'Etat
- 2.9 - Tarification des services
- 2.10 - Secret professionnel - Informatique et libertés
- 2.11 - Modification des conditions générales
- 2.12 - Fiscalité
- 2.13 - Sanctions réglementaires en cas de multi détention
- 2.14 - Réclamation - Médiation
- 2.15 - Garantie des dépôts
- 2.16 - Langue et Loi applicables - Tribunaux compétents - Autorité de contrôle
- 2.17 - Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

3 - Clôture du Livret A

Accusé de réception de la convention, à savoir :

- des conditions générales
- des conditions particulières
- des conditions tarifaires en vigueur à la signature



1 - Ouverture et détention du Livret A

1.1 - Conditions d'ouverture

Toute personne physique (majeure ou mineure) peut être titulaire d'un Livret A.

Les associations sans but lucratif constituées conformément à la loi du 1er juillet 1901, les organismes d'habitation à loyer modéré, et les syndicats de copropriétaires peuvent être titulaires d'un Livret A.

Si le titulaire est une association, celle-ci s'engage à informer la Banque de Nouvelle Calédonie de toute modification de sa situation.

Pour obtenir l'ouverture d'un Livret A, l'intéressé, ou son représentant légal lorsque le titulaire est mineur, doit fournir une déclaration dans laquelle :

- il déclare sur l'honneur :

n'être titulaire d'aucun autre Livret A

et remplir la condition de résidence en France à titre habituel

- il reconnaît également être informé des règles de fonctionnement du Livret A, en particulier qu'il ne peut être ouvert qu'un Livret A par personne et des sanctions auxquelles il s'exposerait dans le cas où il ne respecterait pas cette obligation.

S'il est mineur, il précise, en outre, le nom et l'adresse de son représentant légal.

1.2 - Conditions de détention

Il ne peut être ouvert qu'un Livret A par personne.

Chaque membre d'une même famille ou d'un même foyer fiscal peut être titulaire d'un Livret A.

Le Livret A ne peut avoir qu'un titulaire, il ne peut donc pas être ouvert en compte-joint, ni en compte indivis. Le Livret A est nominatif, il n'est donc pas transférable.

Une même personne ne peut être titulaire que d'un seul Livret A ou d'un Livret Bleu du Crédit Mutuel dans quelque établissement que ce soit.

Toutefois, un titulaire peut cumuler un Livret A de la Banque de Nouvelle Calédonie et un compte spécial d'une Caisse de Crédit Mutuel si ces deux livrets ont été ouverts avant le 2 septembre 1979(1).

A cet effet, le titulaire signe une déclaration sur l'honneur dans les conditions particulières.

Le titulaire perd le bénéfice de ce cumul s'il demande le transfert de son Livret A ou de son Livret Bleu du Crédit Mutuel dans un autre établissement quel qu'il soit.

1.3 - Contrôles et justificatifs

Le titulaire doit présenter à la Banque de Nouvelle Calédonie un document officiel d'identité en cours de validité comportant sa photographie, un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois ainsi qu'un justificatif de d'activité économique.

Pendant toute la durée des relations contractuelles, le titulaire doit informer la Banque de Nouvelle Calédonie de tout changement intervenant dans sa situation personnelle et pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement du Livret A (changement d'adresse, changement de domicile fiscal, de numéro de téléphone, mariage, divorce, perte d'emploi, changement de capacité...).

Le titulaire s'engage à cet égard à fournir, à première demande de la Banque de Nouvelle Calédonie, tout justificatif nécessaire.

2 - Fonctionnement du Livret A

Les opérations autorisées sur le Livret A sont limitées à des versements ou des retraits au profit du titulaire ou à des virements de ou à son compte à vue.

2.1 - Versements

Les versements peuvent être effectués par le titulaire sur un Livret A à concurrence d'un maximum légal fixé dans les conditions particulières. Ce seuil est susceptible de varier. Cette modification est portée à la connaissance et acceptée ou refusée par le titulaire dans les conditions visées à l'article 2.11 - Modifications des conditions générales.

Seule, la capitalisation des intérêts peut porter le solde du Livret A au-delà de ce plafond.

Le titulaire autorise la Banque de Nouvelle Calédonie à verser les sommes excédant le plafond légal sur un autre compte (compte de dépôt /compte d'attente) ouvert ou à ouvrir à son nom. Les versements peuvent être faits :

- en espèces et par chèque en francs CFP

- par virement du compte à vue du titulaire ouvert dans les livres de la Banque de Nouvelle Calédonie

- par virement externe

Aucun versement ne peut être inférieur à une somme fixée dans les conditions particulières. Ce montant est susceptible de varier. Cette modification est portée à la connaissance et acceptée ou refusée par le titulaire dans les conditions visées à l'article 2.11 - Modifications des conditions générales.

Sont spécialement autorisés les virements :

- des prestations sociales versées par les collectivités publiques et les organismes sociaux ;

- des pensions des agents publics.

2.2 - Retraits

Le titulaire peut effectuer sur le Livret A des retraits :

- en espèces en francs CFP

- par virement vers son compte à vue ouvert dans les livres de la Banque de Nouvelle Calédonie. Il s'agira d'ordres ponctuels sur demande expresse du titulaire pour chacun des virements

Aucun retrait ne peut être inférieur à un seuil fixé dans les conditions particulières. Ce seuil est susceptible de varier. Cette modification est portée à la connaissance et acceptée ou refusée par le titulaire dans les conditions visées à l'article 2.11 - Modifications des conditions générales.

Seuls sont autorisés les prélèvements :

- de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'habitation, des taxes foncières ;

- des quittances d'eau ou d'électricité ;

- des loyers dus aux organismes d'habitation à loyer modéré et aux sociétés d'économie mixte gérant des logements sociaux.



2.3 - Retraits par le mineur

Le mineur peut effectuer des retraits sans l'intervention de son représentant légal :

- avant 16 ans sur autorisation de son représentant légal. Cette autorisation peut être donnée lors de la conclusion du contrat, par courrier séparé ou par la signature d'un formulaire en agence, pour les opérations à venir. Elle peut également être donnée lors de chaque opération de retrait.
- à partir de 16 ans sauf opposition de son représentant légal notifiée à la Banque de Nouvelle Calédonie par lettre recommandée avec avis de réception, ou aux conditions particulières lors de la conclusion du contrat ou postérieurement par la signature d'un formulaire en agence.

2.4 - Relevé de compte

Le titulaire reçoit chaque trimestre, à l'adresse de correspondance indiquée aux conditions particulières, un relevé du Livret A retraçant les opérations enregistrées pendant la période concernée. Si le compte n'enregistre aucun mouvement, il ne reçoit pas de relevé de compte.

Les réclamations relatives aux opérations figurant sur un relevé de compte doivent être formulées à la Banque de Nouvelle Calédonie au plus tard dans les trente jours suivant l'envoi ou l'établissement du relevé de compte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir approuvé les opérations constatées sur le relevé de compte.

Le relevé de compte est également susceptible de contenir, sur le relevé lui-même ou dans un document annexé, des informations relatives au présent contrat (modification des conditions tarifaires, des conditions générales...).

2.5 - Procuration

Le titulaire majeur peut donner procuration à une personne physique capable appelée "mandataire" pour effectuer sur le Livret A soit certaines opérations limitativement énumérées soit toutes opérations que le titulaire peut lui-même effectuer, y compris la clôture du Livret A.

Le titulaire demeure responsable de l'intégralité des opérations réalisées sur le compte par le mandataire. Il est personnellement redevable envers la Banque de Nouvelle Calédonie de tout solde débiteur dû à des opérations réalisées par le mandataire.

La procuration est donnée dans les conditions particulières, que signe alors le mandataire, ou dans un document spécifique signé à l'agence qui gère le compte par le titulaire et le mandataire. Le mandataire doit justifier de son identité et de son domicile dans les mêmes conditions que le titulaire.

La procuration cesse en cas de clôture du Livret A ou de décès du titulaire.

La procuration peut être révoquée à tout moment par le titulaire du Livret A. La révocation prend effet à la date de réception par la Banque de Nouvelle Calédonie d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le titulaire ou à la date de la signature à l'agence qui gère le compte d'une demande de révocation. Il appartient au titulaire d'informer préalablement le mandataire.

2.6 - Domiciliation de pensions ou autres prestations sociales sur le Livret A - Demande de restitution d'arrérages indus émanant de l'organisme payeur

Lorsque des pensions ou toutes autres prestations sociales sont domiciliées sur le Livret A, le titulaire autorise expressément la Banque de Nouvelle Calédonie à communiquer à l'organisme payeur les données personnelles le concernant (nom, prénom, adresse...), celles de son mandataire, de ses héritiers ou du notaire chargé de régler la succession en cas de demande de restitution d'arrérages indus adressée par l'organisme payeur à la Banque de Nouvelle Calédonie.

2.7 - Rémunération

La rémunération est déterminée par les Pouvoirs Publics, en application du règlement du Comité de réglementation bancaire et financière n°2003-03 du 24 juillet 2003 qui fixe le taux des Livret A et dont le taux actuel est mentionné dans les conditions particulières. Ce taux est susceptible de varier par décret publié au Journal Officiel, et portée à la connaissance et acceptée ou refusée par le titulaire dans les conditions visées à l'article 2.11 - Modifications des conditions générales.

Dans ce cas, elle est portée à la connaissance du titulaire notamment par voie d'affichage dans les agences de la Banque de Nouvelle Calédonie et /ou par une mention portée sur le relevé de compte. Le titulaire qui n'accepte pas ladite modification conserve toute liberté de clôturer immédiatement le Livret A.

L'intérêt servi aux déposants commence à courir à partir du 1er ou du 16 de la quinzaine qui suit le jour du versement. Il cesse de courir à la fin de la quinzaine qui précède le jour du remboursement. Au 31 décembre de chaque année, l'intérêt acquis s'ajoute au capital et devient lui-même productif d'intérêts. La capitalisation des intérêts peut, le cas échéant, avoir pour effet de porter le montant du Livret A au-delà du maximum légal, si un maximum légal s'applique au Livret A. Dans cette hypothèse, si un retrait opéré porte le solde à un niveau inférieur au plafond, les versements ultérieurs restent limités au plafond légal.

2.8 - Garantie de l'Etat

Les sommes versées sur le Livret A bénéficient de la garantie de l'État. Elles sont centralisées pour partie à la Caisse des Dépôts et Consignations et sont utilisées pour financer notamment le logement social.

2.9 - Tarification des services

Aucun frais ni commission d'aucune sorte ne pourra être perçu pour l'ouverture d'un Livret A. En revanche, des frais au titre de certaines opérations ou de certains services pourront être perçus par prélèvement sur le Livret A. La nature et le montant de ces frais relatifs à ces opérations ou à ces services sont précisés dans le document " Les opérations et services bancaires aux particuliers " remis au titulaire lors de la signature de la convention de Livret A. Ces conditions et tarifs sont également affichés dans les agences de la Banque de Nouvelle Calédonie. La liste des opérations et services faisant l'objet d'une perception de frais par la Banque de Nouvelle Calédonie est susceptible d'être modifiée. Le titulaire sera informé de ces modifications et sera considéré comme les ayant acceptées dans les conditions prévues par les dispositions propres à chaque service.

A défaut de dispositions spécifiques, ces modifications seront annoncées notamment par voie d'affichage dans les agences de la Banque de Nouvelle Calédonie qui gère le compte. La poursuite des relations contractuelles par le titulaire postérieurement à cette information vaudra acceptation de ces nouvelles conditions.



2.10 - Secret professionnel - Informatique et Libertés

La Banque de Nouvelle Calédonie est tenue au secret professionnel, conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier. Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, des douanes, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques, Fichier des Incidents de remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale,
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, la Banque de Nouvelle Calédonie peut partager des informations confidentielles concernant le titulaire, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles,
- lors de l'étude ou l'élaboration de tout type de contrats ou d'opérations concernant le titulaire, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Banque de Nouvelle Calédonie (BPCE, Caisses d'épargne...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutirait, ces personnes pourraient à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Le titulaire peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Banque de Nouvelle Calédonie sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, les données à caractère personnel concernant le titulaire ainsi recueillies sont obligatoires. Le refus de communiquer à la Banque de Nouvelle Calédonie tout ou partie de ces données peut entraîner le rejet de la demande d'ouverture de Livret A.

Ces données sont utilisées par la Banque de Nouvelle Calédonie pour les finalités suivantes : la conclusion et l'exécution de la présente convention, la tenue et la gestion du compte, la prospection et l'animation commerciale, les études statistiques, l'octroi de crédit, l'évaluation, la gestion et la consolidation du risque au sein du Groupe BPCE, afin de remplir les obligations légales ou réglementaires, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude, le recouvrement, la lutte contre le blanchiment d'argent.

Elles sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la Banque de Nouvelle Calédonie responsable du traitement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

La Banque de Nouvelle Calédonie est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données dans les conditions précisées ci-dessus. Le titulaire a la possibilité de s'opposer, sans frais, à ce que les données le concernant soient utilisées à des fins de prospection commerciale par la Banque de Nouvelle Calédonie ainsi que par le Groupe BPCE, ses filiales directes et indirectes ou par ses partenaires commerciaux. Pour exercer son droit d'opposition, le titulaire peut cocher la case prévue à cet effet dans les Conditions Particulières ou à défaut, adresser un courrier à la Banque de Nouvelle Calédonie - Service Clientèle. Les frais d'envoi de ce courrier lui seront remboursés au tarif lent en vigueur sur simple demande.

Le titulaire dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition auprès de la Banque de Nouvelle Calédonie - Service Clientèle qui gère son Livret A.

Les données à caractère personnel (informations nominatives) que le titulaire a transmises à la Banque de Nouvelle Calédonie conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne.

Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place.

Le titulaire peut en prendre connaissance en consultant la notice d'information accessible sur le site Internet de la Fédération Bancaire

Française : www.fbf.fr .

Ces informations nominatives peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines de ces données nominatives doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne.

2.11 - Modifications des conditions générales

Les dispositions des présentes conditions générales et particulières peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires ; dans ce cas, les modifications prennent effet à la date d'entrée en vigueur des mesures concernées, sans préavis ni information préalable.

Par ailleurs, la Banque de Nouvelle Calédonie pourra apporter des modifications aux dispositions contractuelles des présentes conditions générales et particulières. Elle en informera le titulaire notamment par voie d'affichage dans ses agences et /ou par une mention portée ou jointe au relevé de compte, ou par lettre avec coupon réponse. Pour le cas où ces modifications impliquent un choix du titulaire, la Banque de Nouvelle Calédonie proposera un choix d'options et un choix par défaut. Le titulaire disposera alors d'un délai d'un mois à compter de l'envoi de cette information pour manifester son accord, ou clôturer son Livret A dans les formes prévues à l'article 3- Clôture.

A défaut de clôture du Livret A ou en l'absence de réponse à la proposition de la Banque de Nouvelle Calédonie sollicitant du titulaire un choix d'options ou en cas de poursuite des relations contractuelles postérieurement à la date de prise d'effet des nouvelles conditions, le titulaire sera considéré comme ayant définitivement approuvé les modifications et/ou comme ayant accepté le choix d'options proposé par défaut.

2.12 - Fiscalité

Dans la limite du plafond autorisé exclusivement par capitalisation des intérêts, les intérêts produits par les sommes déposées sur un Livret A ouvert à des personnes physiques ou morales autorisées, sont exonérés de l'impôt sur le revenu des créances en application de l'article 555 du Code des impôts, ainsi que des prélèvements sociaux.



2.13 - Sanctions réglementaires en cas de multi détention

Le titulaire qui aura sciemment ouvert un Livret A en contravention aux dispositions définies au chapitre " Condition de détention " est passible des sanctions fiscales prévues à cet effet.

2.14 - Réclamation - Médiation

Toute demande d'information ou réclamation relative aux produits et services bancaires proposés à la clientèle est à formuler auprès de l'agence de la Banque de Nouvelle Calédonie qui gère le compte.

Si une réponse satisfaisante ne peut être apportée par l'agence, le client ou l'agence concernée peut transmettre la réclamation ou la demande au Service Clientèle de la Banque de Nouvelle Calédonie :

- par courrier,
- par téléphone au 257 400.

En cas de réclamation et si aucun accord n'a pu être trouvé avec le Service Clientèle de la Banque de Nouvelle Calédonie, le titulaire peut saisir par écrit le Médiateur à l'adresse suivante :

Monsieur Le Médiateur
TSA 31359
75621 Paris Cedex

sans préjudice des autres voies d'actions légales dont le titulaire dispose.

Les médiateurs n'interviennent que dans les conflits postérieurs à la contractualisation de la relation commerciale. Leur champ d'action exclut :

- les litiges relatifs à la politique commerciale de la Banque de Nouvelle Calédonie (par exemple : politique tarifaire, taux d'intérêt sur crédit, décision de refus de crédit...);
- les litiges résultant des performances de produits liées aux évolutions générales des marchés ;
- les litiges relevant de l'application du droit des assurances ;
- les litiges relatifs aux services non bancaires ou non financiers (tels que les services à la personne).

Les médiateurs, indépendants, statuent dans les deux mois de leur saisine. La procédure de médiation est gratuite, elle suspend les délais de prescription (article 2238 du Code civil).

2.15 - Garantie des dépôts

La Banque de Nouvelle Calédonie est adhérente au Fonds de garantie des dépôts, 4 rue Halévy, 75009 PARIS.

2.16 - Langue et Loi applicables - Tribunaux compétents - Autorité de contrôle

Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et donc de rédiger les présentes dispositions contractuelles en français.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel est l'autorité chargée du contrôle de la Banque de Nouvelle Calédonie, située 61, rue Taitbout, 75436 PARIS CEDEX 9.

La loi applicable à la présente convention est la loi française : les tribunaux compétents sont les tribunaux de NOUMEA.

La présente convention conservera ses pleins et entiers effets quelles que soient les modifications que pourra subir la structure et la personnalité juridique de la Banque de Nouvelle Calédonie, notamment en cas de fusion, absorption ou scission, qu'il y ait ou non création d'une personne morale nouvelle.

2.17 - Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

En raison des dispositions des articles L. 561-1 et suivants du Code monétaire et financier, la Banque de Nouvelle Calédonie est tenue, dans le cadre de ses obligations concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de procéder à l'identification des clients et le cas échéant des bénéficiaires effectifs des opérations et à une obligation de vigilance à l'égard de sa clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaires (montant et nature des opérations, provenance et destination des fonds, suivi de la situation professionnelle, économique et financière du client...).

A ce titre, la Banque de Nouvelle Calédonie est tenue d'appliquer des mesures de vigilance particulières à l'égard des Personnes Politiquement Exposées définies à l'article R.561-18 du Code monétaire et financier.

En application des dispositions susvisées, la Banque de Nouvelle Calédonie est aussi tenue de déclarer en particulier :

- les sommes inscrites dans ses livres et les opérations portant sur des sommes qui pourraient provenir d'une infraction passible d'une peine privative de liberté d'un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme ;
- les opérations pour lesquelles l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif de l'opération demeure douteuse malgré les diligences effectuées au titre de l'obligation de vérification d'identité qui incombent à la Banque de Nouvelle Calédonie.

La Banque de Nouvelle Calédonie est également tenue de s'informer auprès de ses clients pour les opérations qui lui apparaîtront comme inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors.

Le titulaire s'engage à signaler à la Banque de Nouvelle Calédonie toute opération exceptionnelle par rapport aux opérations habituellement enregistrées sur son compte et à lui fournir sur sa demande toute information ou document requis.

La Banque de Nouvelle Calédonie peut être obligée de demander une autorisation aux autorités de l'Etat avant de procéder à une opération, en raison des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou contre le financement du terrorisme.

La Banque de Nouvelle Calédonie, en raison des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, peut être amenée à prendre toutes mesures, notamment le gel des avoirs susceptibles de conduire à des retards d'exécution liés à ces obligations.

3 - Clôture du Livret A

Le Livret A peut-être clôturé à l'initiative de son titulaire sans préavis par courrier envoyé en recommandé au siège social de la Banque de Nouvelle Calédonie, ou déposé à l'agence qui gère le Livret A.

Le décès du titulaire entraîne de plein droit la clôture du Livret A. Les sommes déposées sur le Livret A continuent de produire intérêts jusqu'à la date de remise des fonds dans le cadre du règlement de la succession.

La Banque de Nouvelle Calédonie se réserve le droit de clôturer le Livret A du titulaire notamment en cas de détention multiple non autorisée, de solde débiteur, lorsque le titulaire cesse de remplir les conditions d'éligibilité applicable au Livret A ou plus généralement en cas de non-respect de la réglementation applicable au Livret A.

La Banque de Nouvelle Calédonie peut également clôturer le Livret A lorsqu'elle souhaite rompre ses relations commerciales avec le titulaire, ou en cas de comportement gravement répréhensible du titulaire (notamment en cas de refus du titulaire de satisfaire à l'obligation d'information, de fourniture de documents faux ou inexacts) ou plus généralement de non-respect de l'une des obligations nées du présent contrat.

La Banque de Nouvelle Calédonie restituera au titulaire le solde du Livret A, augmenté des intérêts produits jusqu'à la date de clôture, à l'expiration des délais bancaires d'usage nécessaires au dénouement des opérations en cours.